

HUBERT VEDRINE

Ancien ministre français des Affaires étrangères

Je veux bien dire un mot là-dessus mais aussi sur les sujets qui ont été abordés auparavant.

Quand on dit « l'Europe » en général, je ne sais pas très bien de quoi il s'agit. En matière géopolitique, stratégique, c'est plutôt un agrégat statistique. Dans la réalité du monde, ce que l'on a appelé la crise – qui n'est d'ailleurs pas une crise parce qu'on ne sortira pas de la crise en revenant à la situation d'avant, c'est plutôt une gigantesque mutation – je crois que ça a accéléré la redistribution du pouvoir dans le monde.

Les émergents ont gagné cinq à dix ans, même s'ils sont en compétition entre eux globalement. On a vu la confirmation du fait que les Occidentaux avaient perdu le monopole de la puissance dans le monde qui maintenant se répartit autrement. On n'est pas non plus dans un monde multipolaire stable. Tout ça est instable. Il y a des pôles qui montent, qui descendent, qui cherchent leur place. Quant aux émergents, il n'y a pas que les BRIC, il y en a une cinquantaine. Donc c'est une situation très complexe à analyser, très mouvante. Plus personne n'a le pouvoir d'imposer sa solution, même pas les Etats-Unis qui resteront pourtant la puissance numéro un pendant très longtemps. Sinon il y a plein de conflits dans le monde qui seraient réglés depuis très longtemps ! A commencer par celui du Proche-Orient.

Et la Chine, même si elle nous a sidéré par la rapidité de son développement depuis Deng Xiaoping, n'est pas en mesure non plus d'imposer ses solutions. Mais elle peut bloquer. Je ne crois pas non plus à un G2. Ils sont interdépendants, économiquement liés. Mais, même si on additionne les deux pays, ils ne peuvent pas régler la plupart des problèmes qui se posent dans le monde. C'est donc un peu un monde sans maître, sauf avec des règles, et les règles il faut voir lesquelles.

J'ai depuis longtemps un point de vue assez négatif sur la question stratégique européenne. Je pense que l'Europe a abdiqué toute pensée stratégique. A certains égards c'est peut-être bien, ça évite les engrenages vers les guerres mais en même temps, cela devient aujourd'hui un handicap.

Quelques pays européen essaient de conserver une pensée stratégique. Ils sont minoritaires. En tant qu'organisme l'Europe n'a pas de pensée stratégique, ni en matière économique, ni en matière écologique, ni en matière technologique et encore moins en matière militaire, où elle s'en remet depuis 1949 aux Etats-Unis. L'alliance euro-atlantique américaine atlantique a été tellement efficace, qu'elle a rendu inutile tout esprit de défense en Europe. C'est un des sujets qui est traité dans mon rapport, dont parlait le professeur Kaiser.

J'ajoute un mot sur les autres aspects de la crise pour dire que je suis relativement optimiste sur la situation de la zone euro, mais pas très optimiste sur la politique européenne en général. Pas pour les mêmes raisons que les intervenants habituels, peut-être pour une raison inverse.

Je suis relativement optimiste dans la mesure où la crise, la question de l'endettement excessif qu'il fallait traiter, nous oblige à créer en ce moment, dans la douleur, le fameux gouvernement économique de la zone euro. C'est bien et ce sera très bien à condition que l'Allemagne ne cherche pas à imposer à elle toute seule sa ligne à tout le monde – ce qui serait d'ailleurs dangereux pour l'Allemagne – surtout si c'est sur une ligne centrée exclusivement sur la rigueur, et qui n'a pas assez intégré la croissance.

En Europe, la question est celle de la croissance de demain, y compris dans sa dimension technologique, y compris dans l'écologie. Et ce gouvernement économique devra également oser parler de la question monétaire, c'est-à-dire du taux de change. Parce que si l'on en reste à la politique actuelle de l'euro, il n'y aura plus assez rapidement d'industries en Europe. Sauf en Allemagne ! C'est inacceptable. Je suis pour le gouvernement économique de la zone euro, avec un agenda large.

Et qui ne soit pas uniquement un organisme disciplinaire qui supervise les budgets des États membres. Je ne conteste pas du tout l'objectif d'assainissement des finances publiques, il faut le faire bien sûr, mais à un rythme intelligent, socialement et politiquement supportable. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Tout le monde va s'en rendre compte. Le fait qu'il y ait une année électorale en Allemagne va peut-être l'aider à devenir plus réaliste. Donc on peut être assez prudemment optimiste par rapport à ce qu'on craignait il y a trois/quatre ans.

En revanche, sur la question politique, pourquoi je dis que je ne suis pas très optimiste ? C'est parce qu'il me semble qu'il y a toujours le même clivage entre les élites et les populations. Ça n'a pas changé du tout depuis 2005. Les élites n'ont tiré aucune leçon des référendums, en France et aux Pays-Bas. L'ex-chancelier Schröder a dit plusieurs fois que s'il y avait eu un référendum en Allemagne, la réponse aurait été non. S'il y avait eu des référendums partout, la réponse aurait été non dans huit pays sur dix. Sans doute pas en Pologne puisqu'il y a une success story particulière, intéressante.

Mais les élites n'ont pas bougé. Leur seule réponse est toujours la même : plus d'Europe, plus d'intégration. C'est un terme populaire dans les enceintes comme celle-ci, pas du tout publiquement. Plus de fédéralisme ? Mais il y a des ambiguïtés énormes sur ce mot. Est-ce que c'est le fédéralisme idéal des manuels de droit, une entité supranationale qui va être forcément meilleure que les méchants États-nations ? Est-ce que c'est le fédéralisme imposé par les Alliés à l'Allemagne après la guerre pour affaiblir l'Allemagne ? Ou est-ce que c'est le fédéralisme dont on parle maintenant pour renforcer l'Europe ? Est-ce que c'est ce que disait la presse économique française au début de la crise grecque, « Il faut être plus fédéral ». Ce qui voulait dire que l'Allemagne devrait payer automatiquement ? Ce qui a amené l'Allemagne à répondre, ce qui est logique : « Vous voulez être fédéral, très bien. Et c'est le Bundestag et la Cour de Karlsruhe qui vont tout contrôler ». Bonne réponse du berger à la bergère... comme on dit en français. Comment peut-on employer le même mot pour désigner tout ça ?

Comment peut-on se fonder sur un mot qui veut dire des choses si contraires ?

Il me semble que ce n'est pas en réveillant des utopies, du genre « États-Unis d'Europe », puisque l'histoire des États-Unis est spéciale. Quand les Américains ont créé les États-Unis, ils ont rassemblé des Américains. C'est comme quand Bismarck a rassemblé les Allemands. Ça ne se comparera jamais à la Finlande, au Portugal, à la Grèce, etc. Mais je dis ça mais dans le même temps je connais l'attachement sincère, des élites européennes à ce type de réponse fédéralistes parce qu'elles n'en ont plus d'autre en fait.

Pendant ce temps-là, les populations européennes, dans presque tous les pays, sont devenues « eurosceptiques », mais pas au sens où les médias l'emploient, c'est-à-dire pas « euro hostiles ». Elles ne sont pas contre l'Europe, elles trouvent que ce qui a été fait est plutôt bien. Elles ne voient plus très bien si ça les sert, elles étaient mais plutôt pour, mais elles n'y croient plus beaucoup. Donc elles sont devenues sceptiques au sens propre du terme.

Mais je pense qu'elles peuvent rechanger. Mais là où je suis très minoritaire c'est que je ne crois pas qu'on va les faire rechanger par une fuite en avant institutionnelle. On les fera rechanger si elles voient une démonstration concrète, de l'efficacité du système européen sur un sujet qui les concerne. Cela peut être la gestion des frontières dont vient de parler le ministre polonais, et je suis d'accord avec ce qu'il a dit. Cela peut être la relation avec la Chine.

Si le système européen est capable de dire par exemple : « Vive la Chine, vous avez fait des choses extraordinaires. » Il y a aussi des choses qui ne nous plaisent pas mais chacun défend ses intérêts, c'est normal. Et il y a enfin des choses que l'on n'accepte pas et nous allons nous y opposer. Vous nous menacez de rompre les contrats ? Vous auriez tort. Nous voulons bâtir un système international avec des règles correctes, c'est aussi votre intérêt.

Donc le traité, c'est important bien sûr pour que les choses fonctionnent mieux, mais ce n'est pas la seule réponse. De Gaulle – Adenauer, c'était quoi le traité ? On ne se le rappelle plus. Giscard – Schmidt, c'était quoi le traité ? On ne se le rappelle plus. Kohl – Mitterrand – Delors, c'était quoi le traité ? On ne se le rappelle plus. Là où je pense être minoritaire, c'est en vous disant que, je pense que relancer un mécanisme conduisant à un nouveau traité serait une grande erreur politique parce que dans les pays où il faudrait faire un référendum, la réponse serait non. Même dans les pays où cela passerait par le parlement, vu les problèmes dans lesquels se débattent les pays européens, ce serait horriblement difficile. Et je pense que nous avons mieux à faire que de gaspiller notre énergie à cela.

Quant à ceux qui parlent sans arrêt d'une nouvelle avancée, d'un nouveau bond, d'intégration, de saut fédéral, ils devraient résister à la tentation du fait accompli. Ils doivent expliquer mieux à l'avance, dans leur système fédéral, finalement qui déciderait quoi ? Qui est-ce qui aurait le dernier mot, pour le budget français, allemand, italien, un jour polonais ? Il faut être honnête par rapport aux peuples européens, sinon on ne va jamais les récupérer.

Tout mon raisonnement tourne autour de : comment peut-on combler le fossé entre les élites et les peuples, qui est en train de devenir un gouffre. Cela m'amènerait plutôt, dans la phase où nous sommes encore pour quelques années, à dire : « Faisons tout ce que nous pouvons faire dans le cadre des traités existants, en allant le plus loin possible, et le mieux possible, à traité constant. » Et si on arrive à donner des réponses convaincantes, économiques, internationales et autres, les peuples européens se diront : « Bon, ce système européen est bon pour moi. » A ce moment-là, on pourrait revenir aux questions institutionnelles. Mais je ne pense pas qu'il faille le faire maintenant.